



Centre local de développement de Roussillon

Résumé du portrait de la pauvreté dans

Par Carole Cardinal
Conseillère en développement

La Commission développement social du Centre local de développement (CLD) de Roussillon a pour mandat de faire des recommandations au conseil d'administration du CLD, qui est constitué d'élu(e)s municipaux et de partenaires économiques et sociaux de la MRC de Roussillon, en vue de favoriser le développement social du territoire.

La Commission souhaitait entreprendre une étude sur la pauvreté dans la MRC de Roussillon et dans chacune des municipalités qui la composent afin de structurer sa démarche et de mieux définir ses orientations et ses priorités.

En novembre 2006, le CLD de Roussillon, avec la collaboration du CSSS Jardins-Roussillon, donnait suite à la recommandation de la Commission développement social qui visait à élaborer un portrait de la pauvreté dans Roussillon. Cette étude est complétée et nous souhaitons que les résultats et les données qu'elle contient, soient connus des partenaires de la MRC. À cet effet, et afin que chaque entité puisse pleinement se servir des conclusions de cette étude, il nous fait plaisir de vous présenter ses faits saillants.

Les coprésidents et la coprésidente de la Commission développement social,

SIMON AMBEAULT
Directeur de la Rencontre
Châteauguaise

GAÉTAN BROUSSEAU
Maire de Saint-Philippe

LISE POISSANT-CHARRON
Mairesse de Saint-Mathieu

UNE POPULATION RELATIVEMENT FAVORISÉE

Au premier coup d'oeil, les statistiques sociodémographiques et économiques indiquent que la population de la MRC de Roussillon est relativement favorisée par rapport à l'ensemble de la Région métropolitaine de recensement de Montréal (RMR). Cependant, des indicateurs nous révèlent une présence du phénomène de la pauvreté dans certains secteurs.

DES POPULATIONS À RISQUE DISPERSÉES SUR LE TERRITOIRE

Les personnes vivant dans des ménages à faible revenu: 13% des résidents de la MRC vivent dans des ménages sous le seuil de faible revenu. Parmi ces 17 635 personnes, 6 000 vivent à Châteauguay, 2 700 à Saint-Constant, 2 500 à La Prairie et 2 000 à Sainte-Catherine. Par ailleurs, il y a une forte proportion de personnes vivant dans des ménages sous le seuil de faible revenu à Léry (22%).

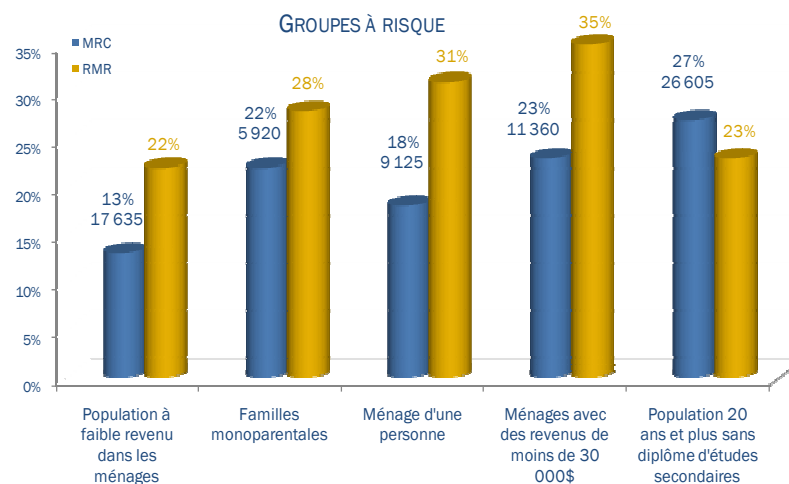
Les familles monoparentales: On retrouve entre 18% et 26% de familles monoparentales dans les différentes municipalités de la MRC, exception faite de Saint-Isidore qui n'en compte que 9%. Environ 35% des familles monoparentales de la MRC habitent Châteauguay (2 055 ménages). La plupart de ces familles sont dirigées par des femmes.

Les personnes âgées de 15 à 24 ans ne fréquentant pas l'école: 6 090 personnes âgées de 15 à 24 ans ne fréquentent pas l'école, ce qui place la MRC à un taux de non-fréquentation scolaire de 36%, comparativement à 32% pour l'ensemble de la RMR de Montréal. Le taux de décrochage scolaire des garçons est particulièrement élevé dans la MRC de Roussillon. Le décrochage scolaire est de 38,7% pour les garçons et de 20% pour les filles à la Commission scolaire des Grandes Seigneuries. Ces proportions sont respectivement de 36,5% et 22% pour la Commission scolaire New Frontiers.

Les ménages composés d'une seule personne: 9 130 ménages de la MRC sont composés d'une seule personne (18% des ménages). En

municipaux d'habitation (OMH) et au Comité logement social de Roussillon. De plus, ces derniers ne représentent qu'une portion des ménages qui

fiée comme ayant d'importants besoins non comblés en transport possède de faibles revenus. Cette clientèle regroupe les personnes



outre, plus l'âge du principal soutien est élevé, plus on retrouve de ménages composés d'une seule personne et plus on constate une forte proportion de personnes vivant sous le seuil de faible revenu.

Les travailleurs à faible revenu: Avec un taux de chômage relativement bas et la forte croissance qui la caractérise, la région offre actuellement des emplois aux personnes qui désirent et peuvent travailler. Cependant plusieurs de ces emplois sont dans le secteur du commerce de détail et sont faiblement rémunérés et précaires. Des intervenants de groupes communautaires du territoire constatent que de plus en plus de travailleurs à faible revenu fréquentent les banques alimentaires et les comptoirs vestimentaires.

Les bénéficiaires de la Sécurité du revenu: En avril 2006, 3 635 ménages de la MRC étaient prestataires de la Sécurité du revenu: 1 400 enfants vivent dans ces familles. Parmi les adultes, on retrouve un pourcentage plus élevé de femmes que d'hommes. 37% souffrent de contraintes physiques ou mentales sévères.

Les ménages ayant besoin d'un logement social ou abordable: L'offre en logements sociaux apparaît comme insuffisante, selon les listes de requérants inscrits aux Offices

ont des besoins en matière de logement social ou abordable.

Des personnes vivant de l'isolement et en situation de détresse psychologique: Les groupes communautaires constatent ce phénomène. Les résultats des études relatives à la santé mentale des résidents de la MRC en témoignent, tout comme le *Plan d'action régional en transport collectif des personnes en Montérégie*.

Des personnes vivant de l'insécurité alimentaire: Selon la Direction de la Santé publique on dénombre près de 8 000 personnes souffrant d'insécurité alimentaire dans la MRC.

UN TRANSPORT COLLECTIF À AMÉLIORER POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL ET ÉCONOMIQUE

La MRC est dotée d'un système de transport collectif qui ne répond que partiellement aux besoins de sa population et de son développement social et économique. Près de 2 471 logis de la MRC n'ont pas de voiture pour se déplacer (5% des logis de la MRC et près de 8% des logis de Châteauguay/Léry). Dans le cadre d'une étude menée en 2004 par TecSult pour le Comité régional de concertation en transport des personnes et des marchandises de la Montérégie, la clientèle identi-

âgées, les familles monoparentales, les jeunes familles et les jeunes localisés dans les secteurs ruraux et semi-urbains, de même que les personnes handicapées. Les femmes seraient majoritaires dans plusieurs de ces catégories.

UN MEILLEUR ACCÈS AUX SERVICES SOCIAUX ET DE SANTÉ EN PLANIFICATION

Sous la responsabilité du CSSS, une importante réflexion fait son chemin avec le *projet clinique*. Divers acteurs du milieu sont appelés à apporter leur contribution à l'ensemble de cet important projet collectif.

UNE VISION COMMUNE À DÉVELOPPER POUR FAVORISER LE DÉVELOPPEMENT SOCIAL

De nombreux organismes communautaires, de même que les intervenants du milieu de la santé, de l'éducation et du développement socioéconomique disposent de moyens divers pour favoriser le développement social et lutter contre la pauvreté. Il semble cependant qu'une vision commune du phénomène de la pauvreté, des tendances sociales et des moyens disponibles et envisageables pour assurer le développement social, soit à construire pour favoriser la convergence des actions et optimiser les efforts.



Questionnements et pistes de réflexion

L'étude sur la pauvreté soulève certaines questions sur lesquelles les divers intervenants de la MRC de Roussillon devront se pencher dans l'élaboration des actions à entreprendre pour que notre portrait soit améliorée d'ici les prochaines années. Elles sont ici énumérées en fonction des diverses thématiques analysées:

TRANSPORT COLLECTIF

La MRC est dotée d'un système de transport collectif qui pourrait mieux répondre aux besoins de sa population et de son développement économique.

- Comment faire mieux avec les moyens dont on dispose?
- Qu'est-ce qui pourrait compléter l'offre actuelle?
- Qui sont les acteurs concernés et quel rôle peuvent-ils jouer?

LOGEMENT SOCIAL

- Quels sont les secteurs présentant le plus fort potentiel en terme de construction de logement social? (au plan de la demande, de la complémentarité et de l'accès aux services, ainsi qu'en ce qui a trait à la réceptivité du milieu d'accueil)
- Quelles sont les principales contraintes observées de façon générale et dans les secteurs identifiés?
- Des outils sont-ils nécessaires pour soutenir la construction de logement social?
- Qui sont les acteurs concernés et quel rôle peuvent-ils jouer? Comment peuvent-ils collaborer?

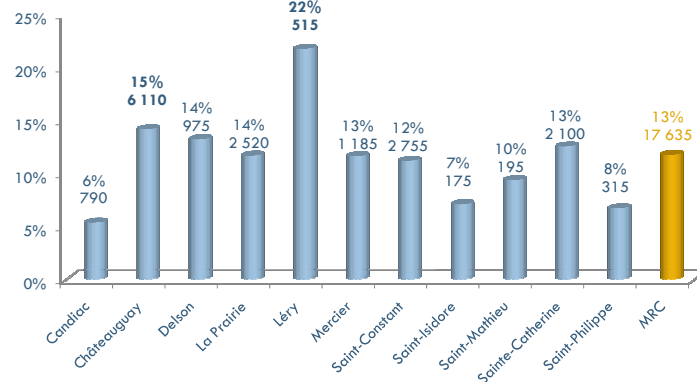
SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

- Qui souffre d'insécurité alimentaire?
- À quoi cela est-il relié (manque d'argent, accès aux aliments de qualité à un prix abordable, etc)? Peut-on accéder à ces informations?
- Peut-on mieux rejoindre les personnes touchées par l'insécurité alimentaire?
- Y a-t-il suffisamment de mesure de prise en charge des individus et des collectivités, principalement là où l'on retrouve de l'insécurité alimentaire (en terme de localisation ou de clientèle)?
- Y aurait-il des projets ou des initiatives à encourager (projets de coopérative alimentaire, ententes avec certains détaillants pour un service bonifié d'achat et de livraison).

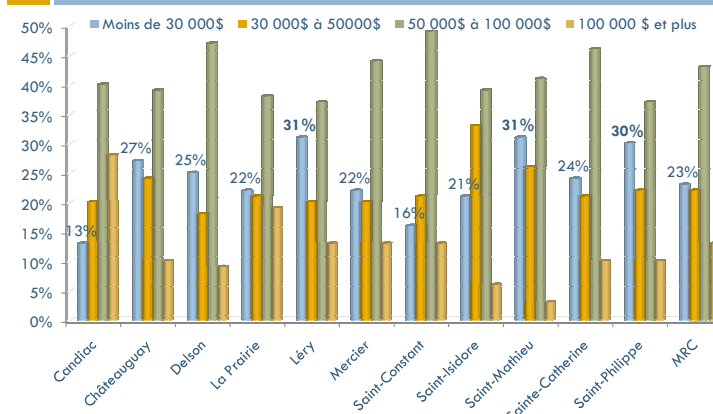
Merci aux membres de la Commission développement social!

- M. Simon Ambeault, La Rencontre Châteauguaise
- Mme Anne Bellemare, Jute & Cie
- M. Gaétan Brosseau, Ville de Saint-Philippe
- Mme Johanne Boyer, CLE de Châteauguay
- Mme JC Chayer, Centre de femmes l'Éclaircie
- M. Gilles Dumouchel, Entraide Mercier
- Mme Ginette Gagnon-Dumas, Centre de bénévolat de la Rive-Sud
- M. François Giguère, Comité logement social de Roussillon
- Mme Sylvie Lacombe, CJE La Prairie
- Mme Sonia Bélanger, CSSS Jardins-Roussillon
- Mme Lise Poissant-Charron, Ville de Saint-Mathieu

Personnes sous le seuil de pauvreté ⁽²⁰⁰¹⁾

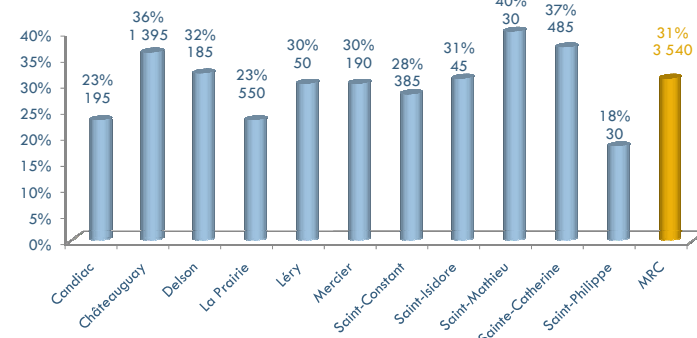


Ménages à faible revenu ⁽²⁰⁰¹⁾



Logement ⁽²⁰⁰¹⁾

Ménages locataires consacrant 30% ou plus de leur revenu au loyer brut



Scolarisation

Population de 20 ans et plus sans DES

